

Les voyous, ce sont l'État et les patrons qui licencient Contre leur politique, reconstruire un rapport de force Pour imposer notre droit à vivre dignement

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

5 OCTOBRE 2016

En janvier, il y avait eu la condamnation à neuf mois de prison ferme pour 8 syndicalistes de l'usine Goodyear d'Amiens. Condamnés comme des criminels pour avoir « séquestré » pendant 30 heures deux cadres, en s'opposant à la fermeture de leur usine qui jetait 1 143 travailleurs sur le carreau.

Mardi et mercredi dernier, c'était au tour de 15 salariés d'Air France d'être jugés au Tribunal de Bobigny, suite à l'épisode des chemises arrachées. Des peines de 2 à 4 mois de prison avec sursis ont été requises contre cinq d'entre eux pour « violence en réunion » et 1 000 € d'amende contre les onze poursuivis pour « dégradation ».

De ce procès, le journal « Le Monde » n'aura retenu que les vidéos des « visages hagards » des deux Directeurs ressources humaines « tentant d'échapper à une meute en colère » ! Mais pas un mot pour dénoncer la « violence » des annonces des dirigeants d'Air France : la suppression de 2.900 emplois. Pas un mot de compassion, non plus, pour ceux et celles venus manifester leur refus de voir leurs vies partir en lambeaux, et pas seulement leurs chemises.

Un patronat à l'offensive

avoir été confronté à 4 mois de mobilisations contre la loi travail, le patronat est repassé à l'offensive. Depuis plusieurs semaines, dans tout le pays, dans tous les secteurs, les plans de suppressions d'emplois se succèdent : chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC, Intel et tant d'autres. En cette rentrée, c'est plus de 40 000 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Résultat : après avoir claironné en août que la courbe du chômage s'inversait, avec « son niveau le plus bas depuis 2012 », le gouvernement annonce une nouvelle progression du nombre des chômeurs au mois d'août. Toutes catégories confondues, on arrive à 6,275 millions de demandeurs d'emplois. Où est donc passé le million d'emplois promis par Gattaz, le chef du MEDEF, en échange de l'instauration du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Il a pourtant coûté près de 19 milliards à l'État, rien qu'en 2015, soit un tiers des recettes de l'impôt sur les sociétés ?

Il faut une politique anticapitaliste

Face à ce massacre social, les solutions politiques de la droite comme de la gauche de gouvernement sont identiques. Pour elles, face à la mise en concurrence mondialisée, pas d'autres solutions que d'aider encore et toujours les entreprises, à flexibiliser davantage l'emploi, à baisser les « charges » qui sont une partie de notre salaire, à préserver l'emploi « en France » ou l'emploi des « Français »...

Pour eux, pas question de remettre en cause la dictature patronale. Pourtant, nous avons besoin de mesures radicales qui donnent l'envie de se mobiliser. A commencer par l'interdiction des licenciements et la réduction massive du temps de travail, sans réduction de salaire, jusqu'à disparition du chômage.

Pour y parvenir, il faudra en finir avec la propriété capitaliste. C'est pourquoi nous défendons la nécessité d'exproprier les entreprises qui licencient. Et de confier la production et son organisation aux salariés afin de satisfaire les besoins sociaux, sous le contrôle de la population.

Construire la riposte

Il y a donc urgence à coordonner tous les secteurs touchés par les suppressions d'emplois ou par la répression qui frappe ceux et celles qui s'opposent à la politique du patronat et du gouvernement. Et à reprendre l'offensive débutée au printemps contre la Loi El Khomri. Parce que les capitalistes ne connaissent qu'une règle : le rapport de forces.

Les 19 et 20 octobre à Amiens, le rassemblement de soutien aux 8 syndicalistes de Goodyear – à l'occasion de leur procès en appel – doit être l'occasion de commencer à modifier ce rapport de forces.



Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à le diffuser à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



SMART, VALEO ... ILS VEULENT EN FINIR AVEC LES 35H

Depuis lundi dernier les salariés de l'usine Smart de Hambach en Moselle travaillent 39h payées 37 h. On se rappelle l'odieux chantage de la direction de Smart l'an dernier. C'est cela où l'usine ferme. Vu l'opposition des syndicats majoritaires CGT et CFDT, et pour arriver à ses fins, elle a d'abord organisé un référendum, puis a fait signer à chaque salarié un avenant à son contrat de travail. Refuser de signer signifiait le licenciement à coup sûr. Un genre d'application anticipée de la « loi travail ».

Aujourd'hui, c'est chez Valeo-Angers que sous prétexte d'améliorer la productivité, la direction veut faire passer 800 salariés de 35 à 40h, en trois équipes, avec le même salaire. Même avec les jours de RTT proposés, cela correspondrait à 136h récupérées gratuitement par la direction. Sans compter les risques pour la santé. Le travail gratuit pour engraisser les actionnaires, çà suffit !

FIERS D'ENGRAISSER LES MARCHANDS DE CANON

36 Rafale vendus à l'Inde, 8 milliards d'euros et dix ans de négociations ! Les patrons de Dassault, Thales, Safran, MBDA vont pouvoir fêter ça au champagne avec leurs agents commerciaux : le président Hollande et le ministre de la Défense Le Drian. Ce dernier l'a dit lui-même : « *Je suis le ministre de l'export d'armement* ».

Avec des commandes d'armes françaises à 15 milliards d'euros en 2015, qui ont triplé depuis 2012, on comprend à quoi se sont attelés le président, l'État et le gouvernement tout au long d'un quinquennat au service des patrons.

GUERRE EN SYRIE : TOUS LES IMPERIALISTES COUPABLES

Le cessez-le-feu en Syrie aura tenu moins de 10 jours : après que la coalition eut tué des soldats de Bachar Al-Assad, celui-ci a repris les bombardements intensifs à Alep, jusqu'à la destruction de son plus grand hôpital.

Les grandes puissances, États-Unis et Russie, s'accusent réciproquement d'en être responsables. Elles le sont effectivement. Comme d'autres, comme la France, qui ont participé à l'escalade des bombardements et ont encouragé les pires régimes à prendre part au conflit. Les puissances impérialistes ont créé le chaos actuel en Syrie et une guerre qui n'en finit pas. C'est bien la population syrienne qui paie le prix des calculs sordides des grandes puissances.

ETATS-UNIS, LA POLICE RACISTE ASSASSINE TOUJOURS ET ENCORE

3 jeunes afro-américains ont été abattus ces derniers jours par la police. A Columbus, un adolescent a été tué parce qu'il tenait un pistolet en plastique. Le même jour, un autre est abattu froidement « parce qu'il avait l'air d'un mauvais gars ». Enfin, à Charlotte, un homme est tué dans sa voiture sous les yeux de sa femme.

Durant 3 nuits, la population de la ville s'est soulevée demandant vérité et justice sur ce meurtre. L'état d'urgence a été déclaré par le gouverneur appelant la garde nationale pour réprimer les manifestants. D'autres manifestations ont eu lieu à l'appel de mouvements comme « Black lives Matter » (« Les vies noires comptent »).

En 2016, plus de 700 personnes ont été tuées par la police américaine. Les Noirs y sont surreprésentés : 27% des victimes pour 12% de la population. Ces crimes ne sont pas des bavures mais des crimes d'Etat, perpétrés en toute impunité par une police dévouée à la défense des intérêts des puissants et gangrenée par le racisme.

MERCI HOLLANDE AU NOM DES PATRONS !

François Hollande et son gouvernement viennent de trouver du renfort. L'ancienne présidente du MEDEF, Laurence Parisot, juge leur politique efficace : « François Hollande a développé une approche qui correspond à ce que j'estime être efficace pour notre pays... Si on fait le bilan de la méthode de François Hollande, on voit des mécanismes intéressants et positifs. »

Pas besoin de cette confirmation pour avoir compris que la politique de Hollande répondait aux injonctions patronales, mais au moins, les choses sont clairement dites.

Les milliards d'euros transférés aux entreprises par le moyen du CICE méritent bien ces remerciements. Et les mécanismes positifs dont se félicite Laurence Parisot, ce sont bien la mise à mal des accords nationaux de branche et le renversement de la « hiérarchie des normes » pour laisser l'arbitraire patronal se déployer au niveau de l'entreprise

Le MEDEF a toutes les raisons de dire merci. Nous les salariés on a toutes les raisons de détester ce gouvernement.

BAISSE D'IMPÔTS, HOLLANDE CHERCHE A ACHETER NOS VOIX

A grand renfort médiatique, le gouvernement a annoncé qu'il allait alléger d'un milliard les impôts « *des classes moyennes* ». Sûrement qu'il a définitivement fait une croix sur les plus pauvres, qui sont en dessous du seuil d'imposition, mais qui n'ont pourtant pas été épargnés par la hausse de la TVA et autres taxes.

Quant à savoir qui fait partie des « *classes moyennes* », le gouvernement donne l'exemple du célibataire qui gagne moins de 1 700 € net par mois, c'est-à-dire à peine plus qu'un ouvrier de fabrication dans l'automobile. Celui-là même qui peste en ce moment contre l'augmentation des impôts locaux.

Les personnes à revenu modeste ne vont pas se plaindre si leur impôt diminue. Mais cela ne doit pas faire oublier que ce sont essentiellement les entreprises qui ont bénéficié des cadeaux fiscaux de Hollande : Crédit Impôt Compétitivité Emploi, Crédit Impôt Recherche.... Des milliards et des milliards en moins pour les services publics et les collectivités locales.

LE FRONT NATIONAL AUX COTES DES PAUVRES OU CONTRE EUX C'EST QUAND ÇA L'ARRANGE

Pour faire des voix, le Front National fait feu de tout bois. Un jour aux agriculteurs, artisans et commerçants, il vend l'image de salariés trop payés, trop protégés. Le lendemain, pour draguer les voix des salariés, il dénonce les chômeurs et les pauvres qui se complairaient dans l'assistanat : des « profiteurs » en quelque sorte.

Et voilà qu'aujourd'hui pour justifier leur ignoble campagne contre l'accueil des migrants (quasi assimilés à terroristes) ils se posent en défenseurs des pauvres et des chômeurs auxquels il faudrait réserver les aides publiques. Ce qui ne les empêche pas, dans les communes qu'ils dirigent, de couper les vivres aux associations qui s'activent dans les quartiers populaires.

Dernier exemple en date : à Hayange en Moselle le maire Front National avait déjà décidé de ne plus subventionner le Secours Populaire. Il vient cette semaine de leur envoyer huissier et police municipale pour les expulser du local qu'ils occupent depuis des années. Tout un symbole.